

retraite fermée, ce qui permet aux chefs d'État de travailler dans un climat détendu et en petits comités. Cette atmosphère intime leur permet souvent de résoudre des problèmes difficiles.

Les rencontres des chefs de gouvernement ont permis de franchir plusieurs étapes importantes au fil des années, notamment l'Accord de Gleneagles contre les échanges sportifs avec l'Afrique du Sud (1977) et l'Accord de Lusaka (1979), qui a rendu possible la transition sans heurts du Zimbabwe vers l'indépendance et la tenue des premières élections démocratiques dans ce pays en présence d'un groupe d'observateurs du Commonwealth. La réunion de Nassau de 1985 a permis la conclusion d'un accord concernant l'Afrique australe.

Les réunions biennales des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth constituent le plus important des mécanismes de consultation et de supervision aux fins de la coopération fonctionnelle, auquel s'ajoutent des réunions fréquentes des ministres du Commonwealth responsables des finances, de la justice, de l'industrie, de la santé, du travail, de l'agriculture, de la condition féminine et de l'éducation.

Au-delà de l'organisation officielle et de ses ramifications, on trouve le Commonwealth des organisations non gouvernementales, qui sont près de 300, sans caractère officiel. Des milliers de personnes sont liées par un immense réseau international de groupes professionnels et de groupes d'intérêts. Ensemble, elles constituent la base du Commonwealth et lui assurent sa vitalité. Parmi ces associations, mentionnons celles des architectes, des journalistes et des ingénieurs. Les Jeux du Commonwealth et le Festival des arts qui ont lieu tous les quatre ans renforcent les liens d'amitié et de coopération et traduisent avec éclat le caractère multiracial et multiculturel du Commonwealth.

Le rôle du Canada au sein du Commonwealth

Le Canada a toujours été l'un des plus fervents défenseurs du Commonwealth et les Canadiens ont joué un rôle déterminant dans les affaires de cette association. En tant que premier *dominion* indépendant, et compte tenu des efforts qu'il a déployés après la Première Guerre mondiale pour obtenir un statut d'égalité avec la Grande-Bretagne, le Canada a donné l'exemple à d'autres colonies sur la voie de l'indépendance.

L'ancien premier ministre du Canada, M. John Diefenbaker, a joué un rôle de chef de file dans la condamnation de la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud, ce qui a incité ce pays à quitter le Commonwealth en 1961 et a renforcé le principe de l'égalité raciale au sein de l'association. Le distingué diplomate canadien Arnold Smith a été le premier secrétaire général du Commonwealth. M. Robert Stanfield, ancien premier ministre de la Nouvelle-Écosse et chef de l'opposition fédérale a récemment été nommé président du Conseil des gouverneurs de la Fondation du Commonwealth. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures M. Joe Clark a ouvert la voie à l'action concertée des membres du Commonwealth visant à convaincre l'Afrique du Sud d'abandonner sa politique d'apartheid. Comme ses prédécesseurs, le premier ministre, M. Brian Mulroney, a témoigné un engagement indéfectible au Commonwealth, montrant ainsi qu'il l'envisage comme un organisme voué à l'action et au changement.

Le Canada a fourni au Commonwealth un appui financier constant et indispensable, qui fait de lui le deuxième plus important donateur de cette organisation. Il est également à l'origine d'un grand nombre d'initiatives importantes du Commonwealth : il en est ainsi pour le style et la forme des réunions des chefs de gouvernement, le Programme de bourses d'études, l'idée d'une Journée du Commonwealth (1975), et la décision d'organiser un festival artistique à l'occasion des Jeux du Commonwealth. Le Canada a également fait beaucoup pour que les questions relatives aux femmes soient inscrites à l'ordre du jour des relations ministérielles de façon à les intégrer directement au processus politique (1983) et pour promouvoir la répartition égale des bourses d'études entre les hommes et les femmes (1984).

Depuis l'abandon du principe selon lequel, en matière de commerce, la préférence était accordée aux pays membres du Commonwealth, l'association ne présente plus le même intérêt pour le commerce canadien. Même si les exportations canadiennes vers les pays du Commonwealth ont atteint quelque 3,5 milliards de dollars en 1985, la part canadienne des exportations mondiales à destination des pays du Commonwealth, qui était d'environ 20 pour cent en 1960, est tombée à 4 pour cent en 1985, la Grande-Bretagne absorbant la moitié de nos